

Le Conseil de l'Europe, par l'intermédiaire de son Bureau en Ukraine, soutient la résilience et le redressement du pays dans le contexte de la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine, en mettant en œuvre 36 projets dans le pays pour promouvoir les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit.

En collaborant avec les autorités nationales et la société civile dans le cadre du Plan d'action du Conseil de l'Europe pour l'Ukraine « Résilience, redressement et reconstruction » 2023-2026, le Bureau a engagé plus de 10 000 professionnels nationaux. Les activités conjointes se concentrent sur l'aide à l'alignement de la législation sur les normes européennes, le soutien à la justice, les enquêtes sur les crimes de guerre et la protection des groupes vulnérables, notamment les enfants, les victimes de violence, les personnes déplacées, les groupes minoritaires, les anciens combattants et les populations touchées par la guerre.



TÉLÉCHARGER LE PLAN
D'ACTION POUR L'UKRAINE
2023-2026



CHIFFRES CLÉS

AU 1ER JANVIER 2025



78 MEMBRES DU PERSONNEL

- 14 agents - équipes de projet
- 64 agents - équipe centrale



PROJETS RÉGIONAUX: 7 PROJETS SPECIFIQUES AU PAYS: 29

- 25 projets financés par des contributions volontaires
- 4 projets dans le cadre du Partenariat pour une bonne gouvernance de l'UE/Conseil de l'Europe



PLAN D'ACTION BUDGET 65 millions d'euros

AU POINT: PROGRAMME COMMUN DE L'UE ET DU CONSEIL DE L'EUROPE

- Renforcer la justice
- Lutter contre la criminalité économique
- Promouvoir l'égalité et la non-discrimination
- Favoriser l'accès des femmes à la justice et lutter contre la violence à l'égard des femmes

Partnership for Good Governance



partnership-governance-eu.coe.int

PRINCIPAUX RÉSULTATS



Renforcer la justice et ouvrir la voie à l'obligation de rendre des comptes

Plus de 7 000 professionnels du droit, dont des juges, des procureurs et des policiers, ont acquis une expertise dans le traitement des crimes de guerre et des violations des droits de l'homme, avec des compétences accrues dans la gestion des preuves électroniques et des affaires non pénales liées à l'indemnisation des dommages causés par la guerre.

Amélioration de l'éducation aux droits de l'homme

10 des 14 juges actuels de la Cour constitutionnelle d'Ukraine ont été habilités à améliorer la qualité des interprétations juridiques de la Cour en appliquant la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour de justice de l'Union européenne. Plus de 6 000 juristes ukrainiens ont rejoint la plateforme d'apprentissage en ligne HELP, dont plus de 2 000 ont suivi des cours de certification, et 26 nouveaux guides ont permis d'améliorer les normes de contrôle de la détention.



Amélioration de la protection des droits sociaux

Pour la première fois, plus de 500 travailleurs sociaux ont amélioré leurs connaissances pour mieux accompagner des anciens combattants et des personnes touchées par la guerre, tandis que plus de 6 000 enseignants et 550 fonctionnaires ont appris les normes de la Charte sociale européenne. Les initiatives de sensibilisation ont touché plus de 300 000 personnes.



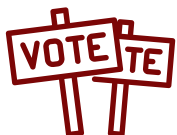
Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

Une nouvelle ordonnance nationale rend obligatoires les enquêtes financières sur les délits générateurs de profits, conformément aux principales recommandations de MONEYVAL. Plus de 1 000 spécialistes ont été formés à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.



Renforcement de la démocratie et de l'engagement civique

200 fonctionnaires et militants ont lancé des initiatives démocratiques dans toute l'Ukraine, au bénéfice de plus d'un million de personnes. Les premières assemblées citoyennes d'Ukraine, qui constituent un outil de démocratie délibérative, ont rassemblé plus de 100 participants. Le troisième dialogue de haut niveau a été favorisé.



Promotion des normes du Conseil de l'Europe

Plus de 10 000 fonctionnaires et militants ont participé à des activités visant à promouvoir l'égalité des sexes, les droits de l'enfant, les droits des LGBTI et des personnes déplacées, la lutte contre la violence à l'égard des femmes et le discours de haine, ainsi que l'engagement des jeunes.



PLUS D'INFORMATIONS



www.coe.int/kyiv



www.facebook.com/coe.office.in.ukraine



[CoE_Ukraine](#)

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE